PETIT RÉSUMÉ
de l'histoire du Nouveau
Brunswick

depuis quatre-vingts ans.

— AUSSI —

DE SES AVANTAGES
DE SES REVENUS, ET
DE SES RESSOURCES.

— PAR LE —

R. Ph.-F. BOURGEOIS, C.S.C.

Moncton, N. B.

DES PRESSES DE L'ÉVANGÉLINE, LTÉE.

1913.

*Adelov Bourgeois 57
oct 29/19
H 4*

PETIT RÉSUMÉ

**de l'histoire du Nouveau
Brunswick**

depuis quatre-vingts ans.

— AUSSI —

**DE SES AVANTAGES
DE SES REVENUS, ET
DE SES RESSOURCES.**

— PAR L'E —

R. Ph.-F. BOURGEOIS, C.S.C.

Moncton, N. B.

DES PRESSES DE L'ÉVANGÉLINE, LTÉE.

1913.

FC2461

B69

1913

Enregistré conformément à l'acte du Par-
lement du Canada, en l'année 1913, par l'Évan-
geline (à responsabilité limitée), au bureau du
Ministre de l'Agriculture, à Ottawa.

AVERTISSEMENT.

Ce petit opuscule n'est pas prescrit par le gouvernement pour les écoles. Les instituteurs ne sont pas obligés de l'enseigner. Mais il ne contient rien auquel le bureau de l'Éducation puisse apporter la moindre objection; au contraire, il fait connaître notre province, et c'est dans l'intérêt du gouvernement que nos enfants la connaissent et l'apprécient.

C'est un petit travail tout à fait à part de notre "Histoire élémentaire du Canada."

Nous en recommandons la distribution à tous ceux qui veulent encourager l'école primaire, surtout à nos inspecteurs français, à nos curés si dévoués pour la cause du bien et à tous ceux qui croient qu'il est de haute importance que nos enfants connaissent leur province, qu'ils l'aiment et y demeurent.

L'AUTEUR.

Faint, illegible text, possibly bleed-through from the reverse side of the page.

PETIT RÉSUMÉ

— DE —

l'histoire du Nouveau- Brunswick

depuis quatre-vingts ans.

**Le Nouveau-Brunswick depuis quatre-
vingts ans; ses avantages, ses reve-
nus, ses ressources, 1833—1838**

**Lieutenant-gouverneur: Sir Archibald
Campbell**

Quand les députés du parlement provincial se réunirent en session, au mois de janvier 1833, le peuple de la province était très inquiet au sujet du choléra asiatique.

Ce fléau venait d'apparaître à Québec en 1832 et y avait été apporté sur des vaisseaux

d'immigrants.

En 1831, une femme était morte subitement à Nashwask avec tous les symptômes de cette maladie.

Des mesures de précaution furent prises par la législature et le choléra n'apparut pas.

En 1834, la session eut lieu en février. Un *Acte* fut passé pour augmenter la représentation des comtés de Carleton, Gloucester et Kent, et leur donner deux députés.

Un recensement eut lieu dans l'été et montra que la population de la province avait atteint le chiffre de 119,457—une augmentation de 45,281, sur le dernier recensement pris dix ans auparavant.

Le plus grand accroissement avait eu lieu dans le comté de Northumberland, divisé de 1824 à 1834, en trois comtés.

En novembre 1834, la législature fut dissoute et des élections eurent lieu immédiatement. Dans le comté de Westmorland, M. Daniel L. Hannington, libéral convaincu, orateur distingué et destiné à combattre pour les droits du

Ses avantages, ses revenus, ses ressources.

peuple, fut élu pour la première fois.

La réunion des députés eut lieu le 20 janvier 1835. A part *un Acte* pour l'établissement d'un Bureau des douanes et d'un *autre* pour l'érection, près la ville de Saint-Jean, d'un pont sur la rivière du même nom, il n'y eut rien d'important.

En 1836, la législature s'occupa des chemins de fer projetés de St-Andrew's et de Shédiac (voir l'Histoire élémentaire du Canada).

En 1837, sir John Harvey fut nommé lieutenant gouverneur à la place de sir Archibald Campbell.

1838—1843

Lieutenant-gouverneur: Sir John Harvey

A la session de 1838, au mois de janvier, la législature passa *un Acte* qui donnait aux ministres de toutes les religions chrétiennes le droit de solenniser les mariages et qui accordait enfin aux catholiques les droits qui leur étaient refusés jusque-là, entre autres celui de remplir des fonctions publiques et d'être élus

à la législature.

A l'automne de 1837, c'est-à-dire quelques mois auparavant, une autre élection générale avait eu lieu à la suite de la mort du roi : c'était alors la loi.

A la session de janvier 1839, des renseignements furent donnés en chambre au sujet de la possession d'un certain territoire convoité et par l'Etat du Maine et par le Nouveau Brunswick.

Le Maine avait donné ordre à son gouverneur de mettre sur pied 8,000 miliciens et avait voté une somme de \$800,000 pour obtenir possession de ce territoire en dispute.

Le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle Écosse prirent des mesures pour mettre en campagne 8,500 hommes et votèrent l'argent voulu pour les dépenses.

En 1842, au mois d'août le traité d'Ashburton fixa ces limites et fut plus favorable au Nouveau-Brunswick que nous l'avons fait voir dans nos deux traités d'Histoire. Il est regrettable que l'Etat du Maine entre dans no-

tre province comme un coin, et nous empêche d'avoir une ligne courte de communication entre Saint-Jean et Montréal sur le territoire britannique.

En 1840, il y eut un autre recensement de la province et il montra que le Nouveau-Brunswick avait une population de 156,162 âmes, une augmentation de 36,705 depuis six ans.

Il y avait dans la province 270 temples dont 51 étaient des églises ou des chapelles catholiques.

Ce recensement de 1840 donnait à la ville de Saint Jean 20,000 habitants. Malheureusement durant l'été de 1841, le feu détruisit le tiers de la ville : il fut l'œuvre d'un incendiaire. Maintes fois, pendant l'été, le feu fut mis ici et là, et la ville fut obligée d'organiser un corps de garde pour veiller et mettre fin à ces folles et criminelles tentatives.

Au printemps de cette année, sir John Harvey fut nommé gouverneur et fut remplacé par sir William Colebrooke qui venait d'achever un terme d'office de gouverneur aux îles

Bahama et circonvoisines : c'était une pauvre école pour former un gouverneur constitutionnel : cependant il ne s'en tira pas mal dans notre province.

En 1842, il y eut des élections générales qui se firent sur la question du gouvernement responsable. Elles ne furent pas favorables à ceux qui désiraient ces nouvelles réformes. Robert L. Hazen, avocat éminent, fut élu : il était opposé cœur et âme au gouvernement responsable. William J. Ritchie, jeune avocat, réformiste convaincu, partisan du gouvernement responsable tel que nous l'avons aujourd'hui partout, fut défait ; ce qui ne l'empêcha pas plus tard de devenir *juge en chef* de la Puissance du Canada.

1843—1853

Lieutenants-gouverneurs: sir William Colebrooke et sir Edmund Head.

La législature se réunit en janvier 1843 et élut *speaker* de la Chambre, à la place de l'honorable Charles Simonds de Saint-Jean, l'ho-

norable John Wesley Weldon, de Richiboutou. On ne pouvait mieux choisir pour représenter les idées anti-réformistes. Ce monsieur était chez lui maître de poste, député-trésorier de Richiboutou, magistrat; bref, il exerçait six ou sept fonctions qu'il conserva, il va sans dire, bien qu'il fût élu pour la Chambre.

A la session de 1844, *un Acte* fut passé pour prévenir la diffusion de la lèpre au Nouveau-Brunswick, laquelle se répandait dans quelques familles, depuis quelques années, au nord de la province. L'Acte en question pourvoyait à l'érection d'un lazaret.

En 1846, il y eut des élections générales. Une loi nouvelle voulait que les chambres fussent dissoutes après quatre ans, et que les élections se fissent en un seul jour: c'est ce qui eut lieu cette année-là.

En 1847, M. Amand Landry, élu aux élections dernières, parut en Chambre: c'était le premier Acadien nommé député dans cette province. Même année, grande immigration d'Irlandais venant d'Irlande; plusieurs meu-

rent des fièvres à l'île-aux-Perdrix, havre de Saint-Jean. Sur les 15,000 qui entrèrent au pays en 1847, 2,000 moururent la première année des suites de cette maladie.

En 1848, sir William Colebrooke, lieutenant-gouverneur, fut remplacé par sir Edmund Walker Head. Ce dernier était un homme instruit à Oxford, où il avait exercé même les fonctions d'examineur. C'est le premier gouverneur de notre province qui ne fut pas auparavant un militaire. Il favorisa dès le début la construction des chemins de fer.

En 1850, il y eut des élections générales. La ville de Saint-Jean élut Samuel Tilley, plus tard ministre à Ottawa; le comté de York, un homme du peuple aux gros accents de voix, George L. Hatheway; Westmorland, Bliss Botsford, qui fut juge de comté; Kent, M. McPhelim, etc.

Le recensement de 1851 accusa une population de 193,800, augmentation de 39,800 depuis onze ans.

Cette année-là, le député de Queens, M.

Ses avantages, ses revenus, ses ressources.

Gilbert, proposa en Chambre de changer *Kings College*, Fredericton, en une école d'agriculture. Il donna comme raisons diverses de sa proposition, le petit nombre d'élèves depuis sa fondation jusque-là. Les élèves, dit-il, y écrivent du latin, traduisent du grec, et jusqu'à leur mort, ne savent jamais écrire correctement dans leur propre langue. Il fut traité comme un Chinois: l'exécutif ne voulant pas un changement semblable.

En 1852, un *Acte* fut passé à la législature pour établir plus d'écoles, pour outiller une école modèle et nommer des inspecteurs pour chaque comté.

1853—1863

Lieutenants-gouverneurs: sir Manners-Sutton et l'honorable A. H. Gordon

En 1853, le traité projeté des pêcheries agite les esprits dans notre province; la majorité n'en veut pas; une pétition est envoyée à la Reine à ce sujet.

En 1854, les travaux du chemin de fer en-

tre Saint-Jean et Shédiac sont commencés. Même année, ouverture, à Memramcook, du petit collège de M. Lafrance, où, pendant huit ans, le français, l'anglais et le latin, la tenue des livres, l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie, etc., sont enseignés avec succès.

A la Chambre parait M. Albert J. Smith qui venait d'être élu député de Westmorland à la place de M. Robert B. Chapman. M. Smith eut plus tard une carrière distinguée comme avocat, politicien honnête et convaincu, et fut ministre à Ottawa.

A l'été de 1854, le choléra asiatique est apporté à Saint-Jean, sur un vaisseau nommé "La Blanche." La ville était mal préparée pour recevoir un tel visiteur et 1500 personnes à Saint-Jean et au faubourg avoisinant Portland, en furent les victimes. Il y eut des cas isolés de choléra à Fredericton, St-Andrews et Miramichi.

En 1855, il est question à la Chambre d'une loi pour prévenir l'importation, la manufacture et la vente des liqueurs. C'est M. Tilley,

député de Saint-Jean, qui introduisit le bill. Il fut adopté sans trop de difficulté : le vote fut de 21 contre 18.

L'adoption de cette loi prohibitive était une expérience qui devait coûter cher au gouvernement. On faisait usage de rhum de la Jamaïque presque partout. On le considérait comme remède infallible. On s'en servait en grande quantité dans les chantiers d'hiver, dans les bois, et pendant l'année, après les durs travaux de la ferme, dans les *frolics*, assemblées où le travail se fait gratuitement pour un ami. A Saint-Jean, il y avait 200 buvettes et dans les autres places de la province il y en avait autant en proportion.

La loi de prohibition adoptée en 1855 devait être mise en vigueur le 1er janvier 1856. Personne ne s'en occupa et quand des tentatives furent faites pour punir ces violations, il y eut d'habiles avocats employés pour défendre les violateurs.

En 1856, les élections générales ont lieu : elles se font sur cette question de loi prohibition.

Le Nouveau-Brunswick depuis quatre-vingts ans.

Le résultat de ces élections fut la défaite de quelques uns des principaux membres du gouvernement précédent. L'adresse du Trône reçut vingt votes des libéraux et autant des conservateurs; l'orateur vota pour le gouvernement. Ce dernier était dans une situation où il ne pouvait rien faire. Il y eut prorogation et dissolution de l'assemblée. De nouvelles élections eurent lieu et le résultat fut si défavorable au gouvernement que les ministres démissionnèrent.

Le chemin de fer de Saint-Jean à Shédiac fut complété finalement et ouvert au commerce le 5 août 1860, sa longueur étant de 108 milles.

La même année, le peuple de la province reçut la visite du prince de Galles, alors jeune homme de 18 ans. Ce dernier devint roi sous le nom d'Edouard VII, prédécesseur et père de notre roi actuel George V.

Ses avantages, ses revenus, ses ressources.

1863—1873

**Lieutenants gouverneurs: le major Doyle,
le colonel Harding et l'honorable
L. A. Wilmot**

En 1863, notre province eut la visite de l'honorable d'Arcy McGee. Il visita Saint-Jean, Fredericton, Halifax etc. Il était alors question de la Confédération. Des élections eurent lieu sur cette question. Jamais résultat ne fut plus fatal à un parti politique dans cette province. Sur quarante et un, les amis de la Confédération ne réussirent qu'à en renvoyer six en Chambre. On se déclara partout contre le projet de la convention de Québec. Les comtés de Westmorland, Kent, Northumberland et Gloucester étaient très opposés.

En 1865, l'honorable Albert J. Smith fut appelé à former un nouveau gouvernement. C'était un bon orateur, homme habile; mais il fut toujours relativement timide dans ces grandes révolutions. Son exécutif se composa ainsi: l'honorable Albert Smith, premier ministre

et président du conseil, l'honorable J. C. Allen, de York, solliciteur général, l'honorable A. S. Gilmore, du comté de Charlotte, secrétaire provincial, l'honorable Bliss Botsford, surintendant des Terres de la Couronne, l'honorable W. H. Odell, maître général des postes ; l'honorable George L. Hatheway retint ses fonctions de commissaire des travaux publics. Les ministres sans portefeuilles furent les honorables Wilmot, de Sunbury, T. W. Anglin, de Saint-Jean, et Hutchinson, de Miramichi. C'était un cabinet de coalition formé pour opposer la Confédération ; sur les autres questions, ils différaient trop les uns et les autres dans leurs vues politiques pour pouvoir s'entendre pratiquement. Un vieux conservateur comme l'honorable R. D. Wilmot ne pouvait s'atteler commodément au char public avec un libéral pur sang comme M. A. H. Gillmore, et il en était ainsi de plusieurs autres.

Des dissensions ne tardèrent pas à se produire au sein du gouvernement. Un élément de difficultés fut la démission, à cause de son

Ses avantages, ses revenus, ses ressources.

mauvais état de santé, du juge en chef de la province sir James Carter. Il démissionna en septembre 1865 et il fallait le remplacer sans retard. S'il l'eût voulu, le leader du gouvernement, l'honorable A. J. Smith eût pu prendre ce poste lui-même, mais il ne désirait pas se retirer si tôt de la vie politique et il le donna à l'hon. Robert Parker qu'il remplaça par l'hon. J. C. Allen, à titre de juge puiné.

Divers événements contribuèrent à changer l'opinion publique au sujet de la Confédération, surtout les menaces d'invasion des Féliens au Canada, et notre province fut la première à être envahie. Des élections générales eurent lieu dans l'été de 1866; 55,665 votes furent donnés en faveur de la Confédération contre 33,767 votes d'opposition.

Aux élections générales qui eurent lieu en 1870, l'honorable M. Hatheway, du comté de York, fut appelé à former un ministère. Les députés se réunirent le 5 avril 1871, et dans le discours du trône il fut question des écoles

neutres dont la législature devait s'occuper.

Le bill fut introduit par l'honorable M. King le 12 avril, pris en considération par la chambre en comité le 24 avril; six membres votèrent contre le bill et treize en faveur de cette loi. Après d'autres votes dans la chambre d'Assemblée où la majorité fut toujours en faveur du bill, ce dernier fut envoyé à la chambre haute où il passa avec plus de difficultés. Les catholiques et les membres de l'Église anglicane venaient de se soulever contre ces écoles neutres. A ce sujet, il y eut des pétitions bien remplies de signatures envoyées au gouvernement.

La loi des écoles neutres fut mise en vigueur le 1er janvier 1872. M. Théodore Rand fut nommé surintendant des écoles du Nouveau-Brunswick. On enleva aux institutions confessionnelles les allocations fournies par le gouvernement. Le collège Saint-Joseph rappelé à la vie en 1864 perdit alors \$800 qu'il recevait annuellement du gouvernement.

A Ottawa, sur le parquet de la chambre des communes, M. Costigan, député de Victoria,

Ses avantages, ses revenus, ses ressources.

demanda de faire désavouer ce bill des écoles du Nouveau-Brunswick par son Excellence le gouverneur général du Canada, et il donna pour raison principale que les catholiques du Nouveau-Brunswick ne pouvaient en conscience envoyer leurs enfants à de telles écoles et cependant étaient obligés comme les autres de payer des taxes pour les maintenir.

1873—1883

**Lieutenants gouverneurs: les honorables
L. S. Tilley, E. B. Chandler et
R. D. Wilmot.**

A la chambre des Communes la demande de M. Costigan fut écoutée. Quatre-vingt-dix-huit votèrent pour soumettre le bill au conseil privé, soixante-trois s'y opposant. Ce dernier donna pour verdict que la loi des écoles du Nouveau-Brunswick était valide.

En 1874, il y eut les élections générales de la province. On vit paraître à la nouvelle législature MM. Burns et Blanchard de Gloucester, MM. O'Leary, Johnson et M. Thériault de Ma-

dawaska.

Les années de 1870 à 1876 furent une période de progrès réel. En 1870 la ligne du chemin de fer de Saint-Jean à Fredericton fut complétée ; en 1871, Saint-Jean fut relié à Bangor, Maine, et par là même, à la ligne générale des chemins de fer des États-Unis.

En 1873, Saint-Jean fut relié à Halifax, et en 1876, les villes Saint-Jean et Halifax par le moyen du chemin de fer intercolonial furent reliées à Québec.

Ce fut au printemps de 1877 qu'eut lieu le grand feu de Saint-Jean. Cette calamité qui s'abattit sur la ville le 20 juin détruisit près de 1700 maisons et la valeur de \$30,000,000 en propriété. Environ 15,000 personnes se trouvèrent sans maison et sans abri. Les ateliers de tous les journaux furent brûlés ; plusieurs personnes y perdirent la vie.

En 1878, il y eut d'autres élections générales dans la province ; le gouvernement qui se présentait devant le peuple était comme les autres

Ses avantages, ses revenus, ses ressources.

gouvernements en général qui lui ont succédé, un ministère de coalition. Il contenait six libéraux-conservateurs et trois libéraux; l'honorable P. A. Landry était commissaire en chef des travaux publics dans ce ministère.

L'honorable Édouard Baron Chandler, lieutenant gouverneur de la province, mourut le 6 février 1880 à l'âge de 80 ans. Il fut remplacé par le gouverneur R. D. Wilmot. Quand la législature de 1880 se réunit à Fredericton le 25 février pour l'expédition des affaires, les bâtisses du parlement prirent feu le même soir et furent pratiquement détruites. C'était une vieille construction en bois qui existait depuis soixante-quinze ans.

1883-1893

Lieutenants-gouverneurs, l'honorable R. D. Wilmot et l'honorable S. L. Tilley.

A la session de 1883, M. Blair, *leader* de l'Opposition proposa un vote de non-confiance au gouvernement; il fut soutenu par une pe-

tite majorité, et le ministère dont l'honorable Daniel L. Hanington était le premier ministre démissionna le 26 février. Le lieutenant gouverneur chargea M. Blair de former un nouveau ministère. Il resta premier ministre de notre province jusqu'en 1896 où il fut appelé à entrer au parlement fédéral comme ministre des chemins de fer. M. Blair fut remplacé à titre de premier par l'honorable J. M. Mitchell; ce dernier mourut en 1897 et eut pour successeur au même poste l'honorable H. R. Emmerston. C'est dans le ministère Mitchell, au mois de juin 1897, que l'honorable C. H. Labilloy fut nommé commissaire en chef de l'agriculture.

* Dès l'année 1891, l'honorable M. Blair, premier ministre de notre province, avait introduit un bill aux fins d'abolir le conseil législatif; le dit conseil ne fut aboli que plus tard.

Le premier train du Pacifique Canadien qui entra à Saint-Jean, venant directement de Montréal, arriva le 1er juin 1889. La distance de Saint-Jean à Montréal, comparée à celle de

Ses avantages, ses revenus, ses ressources.

la voie de l'Intercolonial, se trouvait réduite de 271 milles. C'était un pas de fait pour rapprocher la métropole commerciale de notre province des marchés de l'ouest, mais il y avait encore bien des pétitions à présenter avant d'en faire le principal port d'hiver du Canada, ce qui aujourd'hui est un fait accompli.

Au cours de ces dix années, nos groupes français se sont organisés d'une manière plus régulière par diverses réunions tenues à Québec, à Memramcook, à l'île du Prince Edouard, à la Nouvelle-Écosse (Church Point) à Waltham, Mass, au Cap-Breton (Arichat) à Saint-Basile, à Caraquet etc. Les écoles françaises se multiplient; le gouvernement leur a donné des inspecteurs français qui s'en occupent et les visitent régulièrement.

Le Nouveau-Brunswick depuis quatre-vingts ans.

1893—1903

**Lieutenants-gouverneurs: l'honorable
John Boyd (3 mois), l'hon. John
A. Fraser, l'hon. R. A.
McLellan, l'hon. J. B.
Snowball.**

En 1892, des élections générales eurent lieu. M. Blair, premier ministre, perdit son élection, sur une question religieuse, dans le comté de York, mais il fut élu dans le comté de Queens, M. Hetherington lui cédant sa place. Il s'agissait de la question des écoles. Un des députés du comté de York expliqua l'affaire à la session de 1893, devant la Chambre, et demanda qu'un comité de sept députés examinât une pétition déjà présentée à Fredericton. Cette pétition prétendait que des privilèges spéciaux avaient été accordés aux catholiques par les autorités du Bureau de l'Éducation; que le 8 août 1875, le 10 juin 1884 et à d'autres dates plus tard, certains règlements privés avaient été adoptés par ce Bureau afin de permettre aux religieuses de l'Église catholique

de se qualifier pour enseigner dans les écoles sans être soumises aux lois en vigueur pour les autres candidats à l'enseignement, excepté l'examen prescrit; que depuis plusieurs années les religieuses enseignaient dans les écoles à Fredericton, St-John, Moncton, Bathurst, village de Bathurst, et autres places; qu'elles portaient leur habit religieux, crucifix etc., et qu'elles étaient payées par le gouvernement.

Le 6 août 1875, le gouvernement de M. King avait fait des arrangements avec MM. Burns, O'Leary, Blanchard, Thériault et Johnson, tous députés catholiques de la chambre, afin de permettre aux religieuses, qui passeraient un examen satisfaisant d'obtenir leur diplôme et d'enseigner sous la loi.

Revenons à la session de 1893. La pétition de York provoqua une longue discussion à l'Assemblée. Elle fut soumise à un comité et fut référée à un commissaire spécial qui devait être un juge de la cour suprême. Le commissaire choisi fut l'honorable John James Fraser qui avait été un membre du gouvernement lors-

que la loi d'Ecole fut mise en vigueur. Le rapport du juge présenté à l'Assemblée de 1894 maintint que les conditions de la loi d'Ecole n'avaient pas été violées. Cette question fut introduite à la Cour d'Equité. A son tour le juge décida que la loi d'Ecole du Nouveau-Brunswick avait été respectée. En décembre 1897 l'honorable James Mitchell mourut et M. Emmerson de Westmorland fut appelé à former un ministère. Déjà au mois de juin l'honorable C. H. Labilloy avait été désigné commissaire d'agriculture.

En 1899, il y eut des élections générales au mois de février et la chambre se réunit au mois de mars. Le docteur Stockton ayant démissionné comme *leader* de l'opposition fut remplacé par M. J. D. Hazen.

L'honorable Henry Emmerson ayant démissionné comme premier ministre le 31 août 1900 fut remplacé le lendemain par l'honorable L. J. Tweedie.

Ses avantages, ses revenus, ses ressources.

1903—1913

Lieutenants-gouverneurs l'honorable J. B. Snowball, l'honorable Lemuel J. Tweedie et l'hon. Josiah Wood.

Il y eut des élections générales en 1903 et M. Frank J. Sweeney devint ministre sans portefeuille à la place de l'honorable M. Hill. En 1904 quand l'honorable A. T. Dunn, ministre des terres de la Couronne, fut nommé collecteur du port de Saint-Jean, l'honorable F. J. Sweeney le remplaça. Il n'y eut pas d'autres changements dans le ministère jusqu'à la mort subite du lieutenant-gouverneur Snowball, laquelle eut lieu le 24 février 1907. L'honorable L. J. Tweedie remplaça ce dernier le 2 mars de la même année.

Le nouveau lieutenant-gouverneur chargea l'honorable William Pugsley qui venait d'être élu député du comté de la ville de Saint-Jean pour la chambre de Communes, de former un ministère.

Les élections générales eurent lieu le 3 mars

1908 et eurent pour résultat la défaite du gouvernement qui, pendant vingt-cinq ans, avait administré les affaires de la province. Le ministère démissionna le 24 mars et l'honorable J. D. Hazen fut appelé à former un nouveau cabinet qui fut constitué comme suit :

L'honorable J. Douglas Hazen, premier ministre et procureur général ; l'hon. James K. Flemming, secrétaire provincial ; l'hon. John Morrissy, commissaire en chef des travaux publics ; l'hon. W. C. Gremmer, inspecteur général, l'hon. H. F. McLead, solliciteur général ; l'hon. David V. Landry, ministre de l'agriculture ; l'hon. Robert Maxwell, président du conseil.

En 1908, M. J. R. Inch, L. L. D., démissionna à titre de Surintendant de l'Education et fut remplacé par le M. W. S. Carter, L. L. D.

Le système d'Education de notre province se compose de *l'Université du Nouveau-Brunswick*, de treize écoles de Grammaire (sortes d'académies), de cinquante écoles supérieures et

Ses avantages, ses revenus, ses ressources.

dix-huit cents écoles intermédiaires et primaires, d'une *Ecole normale* et d'une *Ecole modèle*. A peu près 400 personnes suivent annuellement les cours de ces deux écoles.

En 1911, le révérend M. Donat J. LeBlanc curé de Shédiac fait construire, au près de son église, un bel et vaste hôpital pour y recueillir les pauvres du comté. C'est la plus belle œuvre de charité qui ait été entreprise et accomplie dans notre pays en faveur des pauvres chez les catholiques français. Elle mérite d'être encouragée et soutenue généreusement par tous ceux qui ont au cœur la moindre étincelle de charité chrétienne; son fondateur aura sa place dans notre histoire et, nous en sommes sûr, une belle couronne dans le ciel.

La même année, les élections fédérales renversent le ministère Laurier et ramènent les Conservateurs au pouvoir. Le premier ministre Hazen de notre province est appelé au ministère de la marine et des pêcheries à Ottawa. En juin 1912, les élections générales de notre

province sont en faveur des conservateurs et l'hon. M. Hazen est remplacé par l'hon. James R. Flemming.

A Saint-Jean, N. B., Sa Grandeur, Mgr T. Casey ayant été nommé archevêque de Vancouver, Mgr A. E. LeBlanc, ci-devant curé de Saint-Bernard, N. E., est sacré, le 10 décembre 1912, et intronisé évêque de Saint-Jean par le délégué apostolique, Mgr Stagni.

En 1912, le lieutenant-gouverneur L. Tweedie est remplacé par l'honorable Josiah Wood, ci-devant sénateur à Ottawa.

En 1913, le ministère provincial est constitué comme suit : L'hon. James R. Flemming, premier ministre et inspecteur général ; l'hon. H. F. McLeod, secrétaire provincial ; l'hon. James R. Morrissy, commissaire en chef des travaux publics, l'hon. W. C. H. Grimmer, procureur général ; l'hon. David V. Landry M. D., ministre de l'agriculture ; l'hon. John E. Wilson, sans portefeuille ; l'hon. James A. Murray, sans portefeuille, président du Conseil. En tout, à la Chambre, 48 députés dont

Ses avantages, ses revenus, ses ressources.

42 de langue anglaise et six d'origine française.

En 1913, sur la rivière Saint-Jean, à la place de l'ancien, le gouvernement fait construire le plus grand pont suspendu du monde. La même année, l'Université du collège Saint-Joseph fait doubler ses bâtisses au prix de \$80,000. Elle se prépare aussi aux fêtes de 1914, du cinquantenaire de la prise de possession du petit collège, des terres et de la paroisse de feu l'abbé Lafrance.

Nous puisons quelques uns des renseignements suivants à l'annuaire de M. Heaton de Toronto 1912. (Heaton's Annual) et aux statistiques fournies par le recensement de 1911.

CLIMAT DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

Quoique le printemps soit un peu en retard, surtout près des côtes, l'été et l'automne sont de très belles saisons avec abondance de chaleur pour mûrir tout ce qu'on confie à la terre; l'hiver est sain et nous fournit de la neige en abondance pour les travaux de la forêt.

NOTRE SOL.

Nous avons des terrains qui ne sont pas adaptés à la culture mais d'autres donnent un ma-

gnifique rendement au cultivateur : la fertilité de nos marais est inépuisable.

L'INDUSTRIE LAITIÈRE.

En 1911, il y avait vingt-quatre manufactures de fromage et seize beurreries qui ont fabriqué 1,044,825 livres de fromage, 844,000 livres de beurre. L'introduction du petit séparateur chez les cultivateurs a eu pour résultat la fermeture des petites manufactures de fromage et de beurre.

LES GRAINS.

En 1911, le rapport de la province prouve que le blé produit en moyenne 19.2 boisseaux par arpent, l'avoine 30.1 boisseaux par arpent, le sarrasin 21 boisseaux par arpent.

PATATES ET LÉGUMES.

Notre province n'a pas de rivale sur le continent de l'Amérique pour la culture des patates et des navets. Le rendement des patates est de 180 boisseaux par arpent en moyenne : les navets donnent un rendement de 514 boisseaux par arpent. Ces produits sont de première qualité et jouissent d'une haute réputation sur les marchés de notre continent.

Ses avantages, ses revenus, ses ressources.

LES PÊCHERIES.

La pêche de la Baie de Fundy se poursuit pendant toute l'année. Les principaux poissons sont la morue, la merluche, l'égréfin (haddock) le hareng, l'alose (la *gatte*) et le macquereau. La pêche du golfe et de ses baies est abondante. On y prend la morue, la merluche, l'égréfin, le hareng, et dans les baies, l'éperlan. La sardine du Nouveau-Brunswick est de même qualité que celle de la Norvège et très peu inférieure à celle de France. A Chamcook, près St-Andrews, une manufacture vient d'être établie afin de la préparer pour les marchés.

LES HUITRES.

Les huitres croissent naturellement, à partir de la Baie des Chaleurs le long des côtes et des baies jusqu'à la Nouvelle-Ecosse. Elle ne sont pas suffisamment protégées et cultivées.

NOS FORETS.

Nos forêts sont une source considérable de revenus pour la province. Nous exportons chaque année 400,000,000 de pieds de bois dans toutes les parties de l'Europe, des Indes

Le Nouveau-Brunswick depuis quatre-vingts ans.

Occidentales et de l'Amérique du Sud. C'est l'Angleterre qui est notre meilleur marché.

L'INDUSTRIE MINIÈRE.

ARGILE BITUMINEUX.

Il y a de cette argile dans les comtés de Westmorland, Albert et King. Elle n'a pas encore été beaucoup exploitée mais on vient de s'y mettre dans le comté de Westmorland. On s'en sert pour la manufacture de l'huile. De plus elle contient une grande quantité de sulphate d'ammonia. Une compagnie bien organisée vient de se former et des puits qui donnent de bons rendements sont creusés dans la paroisse de Memramcook.

PIERRE À CONSTRUCTION.

Il y a beaucoup de pierre de sable à partir de la baie de Fundy à la baie des Chaleurs. Elle est d'excellente qualité, se travaille facilement, est grise, brune et même rongée de couleur. On voit encore de grandes carrières dans le comté de Westmorland et dans d'autres comtés.

LE CUIVRE.

Il y a des mines de cuivre dans les comtés de Westmorland, de Saint-Jean, d'Albert, de

Ses avantages, ses revenus, ses ressources.

Gloucester auprès de Bathurst, de Charlotte et de Carleton, mais en petite quantité.

GYPSE OU PLÂTRE.

Il s'exploite d'une manière considérable à Hillsboro, comté d'Albert. On en trouve au Cap-aux-Maringouins, comté de Westmorland, dans le comté de Victoria ; à Quaco, comté de Saint-Jean ; à Sussex etc.

GAZ NATUREL ET PÉTROLE.

La compagnie de pétrole du Nouveau-Brunswick, formée depuis plusieurs années a un droit exclusif au pétrole et au gaz qu'elle peut trouver sur une superficie de 10,000 milles carrés ; ce qui embrasse la partie est de notre province. De grands travaux se sont faits dans les comtés d'Albert et de Westmorland.

La compagnie y a creusé au-delà de 20 puits. Mais dernièrement elle vient de trouver le gaz naturel en grande quantité dans le comté d'Albert à dix milles de Moncton. Les puits qu'elle creuse ont de 800 à 2000 pieds de profondeur.

Le Nouveau-Brunswick depuis quatre-vingts ans.

Les derniers puits de gaz qui ont eu grand succès, donnent 50,000,000 de pieds cubes de gaz naturel par jour. On emploie ce gaz actuellement à Moncton et il sera conduit probablement par des tuyaux à Saint-Jean, où on s'en servira comme pouvoir électrique et pour chauffer les maisons.

LE SPORT. *

Pour la chasse, pêche etc. il y a l'élan (moose) qui pèse souvent 1000 livres, le caribou qui est plus petit, le cerf et le chevreuil, l'ours noir, le raton (raccoon), les lièvres, l'outarde, le canard des rivières et celui de la mer, la perdrix, le pluvier doré, le saumon, la truite etc.

Enfants, restez dans votre province. Elle demande des cultivateurs intelligents, ennemis de la routine et des ouvriers qui ont de l'ouvrage hiver et été et qu'elle retribue largement. Elle possède toutes les ressources voulues pour que vous y viviez dans l'abondance et que vous puissiez faire des économies, si vous le voulez.

En demeurant dans votre province natale, vous conserverez votre religion, vos traditions

—

Ses avantages, ses revenus, ses ressources.

et coutumes, au moins celles qu'il importe de conserver, vous y garderez votre langue. Vous foulerez le même sol que vos aïeux, et, à la fin de votre vie vos cendres iront reposer à l'ombre du clocher de votre paroisse, dans le cimetière où dorment vos parents et vos amis d'enfance, à côté de votre père et de votre mère, les êtres qui, après Dieu, vous ont été les plus chers sur cette terre.

Fin.